

24 Novembre 2025 - **Gros malaise à l'AFP.** La direction de l'AFP rattrapée par la crise des médias (notre information en rubrique News AFP du 14/6/2025) dévoilait dès le 17 juillet ses pistes d'économie reposant sur un plan d'incitation au départ à la retraite de 50 à 70 salariés non remplacés pouvant prétendre à la retraite, et de la réduction des coûts liés à ses journalistes expatriés). De nouvelles informations laissent apparaître en cette fin d'année 2025, une nette détérioration du climat social de cette entreprise avec la parution ces derniers jours, d'informations sur une crise de confiance interne très grave comme le rapporte « Puremédias » relayé par « yahoo/actualités ».

yahoo/actualités

21/11/2025 Reprise de [Puremédias](#) du Jeudi 20 novembre 2025

Des dizaines de salariés de l'AFP alertent sur une situation de souffrance au travail

Une quarantaine de salariés en situation de détresse psychologique, dont plusieurs évoquant des pensées suicidaires, ont conduit la direction à fermer l'accès à certaines terrasses du siège parisien de l'Agence France-Presse.

Selon "[La Lettre](#)", l'AFP traverse une zone de turbulences après un signalement très préoccupant de l'inspection du travail au comité social et économique (CSE).

Selon ce document, une quarantaine de salariés seraient en situation de souffrance au travail, et parmi eux trois à cinq auraient évoqué des "*tentations suicidaires*". Une situation suffisamment grave pour pousser la direction à interdire l'accès aux terrasses du bâtiment, notamment celle du septième étage, un lieu pourtant prisé des employés.

"Une crise de confiance interne"

Lors d'un CSE extraordinaire convoqué le 13 novembre 2025, l'inspectrice du travail Samia Sahel a détaillé ces cas de grande fragilité psychologique. Plusieurs salariés, reçus ces derniers mois, ont confié des idées suicidaires, certains mentionnant explicitement la terrasse comme possible lieu de passage à l'acte. Le nombre de collaborateurs venus l'alerter a d'ailleurs doublé en neuf mois, passant d'une vingtaine en février à une quarantaine aujourd'hui. Majoritairement des journalistes, hommes et femmes, souvent quinquagénaires, qu'ils travaillent au siège ou en région.

Dans un communiqué commun consulté par "[Libération](#)", les syndicats de l'AFP relaient les causes identifiées par l'inspection du travail : "*conflits hiérarchiques non résolus*", "*mises à l'écart*", "*gestion des RH perçues comme dissuasives ou répressives*", "*déficit de gestion des carrières*" et plus globalement "*une crise de confiance interne*". Plusieurs témoignages font état de situations déstabilisantes : cadres rétrogradés sous l'autorité d'anciens subordonnés, expatriés rappelés au desk dans une grande confusion, ou encore journalistes se voyant brusquement reprocher un manque de compétence malgré vingt ans d'ancienneté.

Face à ces accusations, la directrice des ressources humaines Christine Briemel reconnaît qu'"*un certain laisser-faire*" a pu perdurer avant son arrivée il y a quatre ans. Elle revendique toutefois des avancées, notamment la formation des managers ou la prise en charge du stress post-traumatique des reporters de guerre. Mais certains retours sur les parcours professionnels ont "*créé un engrenage*" de ressentis négatifs, admet-elle.

Cette crise éclate dans un contexte social déjà fragile, marqué par la préparation du plan d'économies de Fabrice Fries, PDG de l'agence, visant une réduction de 10 à 12 millions d'euros d'ici 2026. Révision des contrats d'expatriés, départs à la retraite anticipés, réorganisation interne... Autant de mesures qui nourrissent anxiété et incertitudes. En septembre, une demande faite aux rédacteurs d'évaluer "*l'impact*" de leurs dépêches avait déjà suscité l'incompréhension.

Le lendemain du CSE, Fabrice Fries a envoyé un message aux cadres, les invitant à une "*vigilance particulière*" et rappelant l'existence de dispositifs d'aide psychologique. La direction a également diffusé un récapitulatif des ressources disponibles, du médecin du travail aux procédures de signalement.

Pour tenter d'objectiver la situation, l'AFP a mandaté le cabinet Sextant Expertise, déjà conseil du CSE. Après un questionnaire interne auquel 60 % des salariés ont répondu, le cabinet a remis un rapport provisoire et prévoit encore une trentaine d'entretiens d'ici fin décembre, ciblant les services les plus exposés.